

## COVID-19 : l'Etat doit prendre ses responsabilités

### vis à vis des personnes mal-logées ou Sans Domicile Fixe !

Dans un contexte de crise sanitaire considérée par le gouvernement comme une guerre, nous rappelons que vivre à la rue est un facteur aggravant d'une contamination par le Covid 19.

Non seulement l'inertie et l'irresponsabilité des pouvoirs publics met en danger de mort une population ayant déjà un taux de morbidité important, et met également en danger la population générale.

Plus de 3500 personnes sont aujourd'hui à la rue, en demande d'asile ou non, en région Île-de-France, sans accès à l'hébergement ni à un accompagnement médico-social. On estime à 200000 le nombre de personnes SDF sur tout le territoire, et un quart d'entre elles sont mineur-e-s.

2 millions de personnes en grandes précarités comptent au quotidien sur la banque alimentaire pour se nourrir, au vu des mesures actuelles de confinement, de fermeture des restaurants solidaires, c'est la faim qui va tuer avant le COVID 19. Cette crise sanitaire, c'est aussi une crise d'ampleur sociale, véritable fosseuse des plus précaires.

Certes la trêve hivernale est prolongée de 2 mois, jusqu'au 31 mai, pour éviter que les personnes exclues et précaires ne se retrouvent dans des conditions sanitaires dramatiques, mais aucune mesure n'a été prise pour héberger celles qui vivent dans la rue ! Rien n'a été pensé pour les protéger d'une contamination massive alors que le risque de mort est élevé pour elles.

Les personnes SDF font partie d'une population déjà fragilisée par un mode de vie précaire, certaines cumulant déjà diverses pathologies. Comment mettre en place des mesures de confinement pour elles ? Aujourd'hui, la seule directive gouvernementale est pour les sans-logis contaminé.e.s : ils et elles seront placé-e-s dans des centres dédiés aux personnes atteintes par le virus. C'est à dire qu'au lieu de réquisitionner les innombrables logements vides pour protéger les personnes sans-abris de la contamination, le gouvernement les laisse à la rue jusqu'à ce qu'elles soient contaminé-e-s ? Une désagréable sensation de retour en des temps où l'on cloîtrait les pestiféré-e-s et les lépreux-euses.

Les travailleurs-euses sociaux ont reçu des recommandations de l'Etat, mais celles-ci sont inapplicables et bien en deçà de ce qu'on est en droit d'exiger d'un gouvernement responsable dans le contexte actuel : les maraudes doivent informer sur les gestes barrières à appliquer dans la mesure du possible ainsi que les points d'eau disponibles dans les villes pour aller se laver les mains. Elles doivent distribuer des masques chirurgicaux et du gel hydroalcooliques qu'elles n'ont même pas pour elles.

L'Etat doit prendre ses responsabilités !

La Fédération SUD Santé Sociaux exige l'ouverture en urgence de lieux de mise à l'abri pouvant protéger les personnes n'ayant aucun lieu de confinement possible (avec la possibilité pour certains d'être pris en charge avec leur animal).

La Fédération SUD Santé Sociaux exige l'application de la loi DALO, ou loi de réquisition, soit appliquée! Plus aucune personne ne doit être à la rue ce soir et demande et la réquisition d'hôtels, des bureaux, des logements vides.

La Fédération SUD Santé Sociaux réclame la libre circulation et des moyens de prévention pour les personnels qui vont à la rencontre et accompagnent les plus démunis : masques, gants, solution hydroalcoolique ...

La Fédération SUD Santé Sociaux attend des réponses et des actes.

Paris le 18 mars 2020

